



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Bulletins de salaire

Question écrite n° 13866

Texte de la question

M Pierre Ducout attire l'attention de M le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sur l'interprétation de la formule apposée sur tous les bulletins de salaire : « Ce bulletin doit être conservé sans limitation de durée. » Pour le salarié, il s'agit de produire par ce moyen la preuve de ses droits à la retraite. En revanche, pour un employeur l'interprétation est plus délicate : peut-il comme par le passé détruire le double des bulletins à la fin de la période de prescription ou peut-on lui opposer la prescription de 120 ans, applicable en archives publiques ? En conséquence, il lui demande quelle mesure pourrait être envisagée pour pallier le vide laissé par la loi.

Texte de la réponse

Reponse. - Sur proposition du médiateur de la République, le décret du 22 août 1988 a effectivement complété le contenu obligatoire du bulletin de paie en indiquant que celui-ci « doit comporter, en caractères apparents, une mention incitant le salarié à le conserver sans limitation de durée ». Cette disposition a pour objet de remédier aux difficultés rencontrées par des salariés reconstituant leur carrière au moment de partir en retraite et les concerne donc exclusivement ainsi que la rédaction même du décret le prévoit. Elle ne remet donc pas en question l'obligation pour l'employeur de conserver, pendant une durée limitée à cinq ans, un double des bulletins de paie en annexe des livres de paie récapitulatifs. Il est à noter, en effet, que les documents conservés par les entreprises du secteur privé pour la gestion de leur personnel n'ont pas le caractère d'archives publiques : sont classées archives publiques, selon la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, les documents procédant de l'activité de l'État, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics ou d'organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, enfin les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels. Ces archives sont d'ailleurs imprescriptibles, mais peuvent être librement consultées après un délai fixe notamment à 120 ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel.

Données clés

- Auteur : [M. Ducout Pierre](#)
- Circonscription : - Socialiste
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 13866
- Rubrique : Salaires
- Ministère interrogé : travail, emploi et formation professionnelle
- Ministère attributaire : travail, emploi et formation professionnelle

Date(s) clé(s)

- Question publiée le : 5 juin 1989, page 2529